

CONGO



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 342 000 km²

Population : 5,4 millions d'habitants

Densité : 15,7 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,6 %

Part de la population urbaine : 67,4 %

Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 180^e/190

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 149^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 2,7

Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2018) : 68/100

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 5,4 (4,3 pour l'ASS¹)

PIB par habitant (2019) : 2 011 dollars

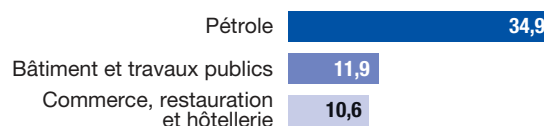
Taux de croissance (2019) : - 0,7 %

Inflation (2019) : 2,3 %

PIB (2019) : 8 144 milliards de francs CFA

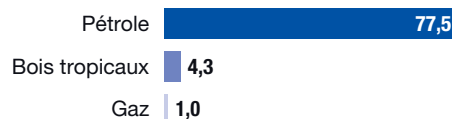
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



¹ Afrique subsaharienne.

Développement humain et infrastructures



64,3 ans

Espérance de vie



37 %

Population sous le seuil de pauvreté



73,2 %

Accès à l'eau potable



4,8 %

Mortalité infantile



48,9

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



68,5 %

Accès à l'électricité



21,2 %

Malnutrition infantile



80,3 %

Alphabétisation des adultes



95,3

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



44/100

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



26,0 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



67,5 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

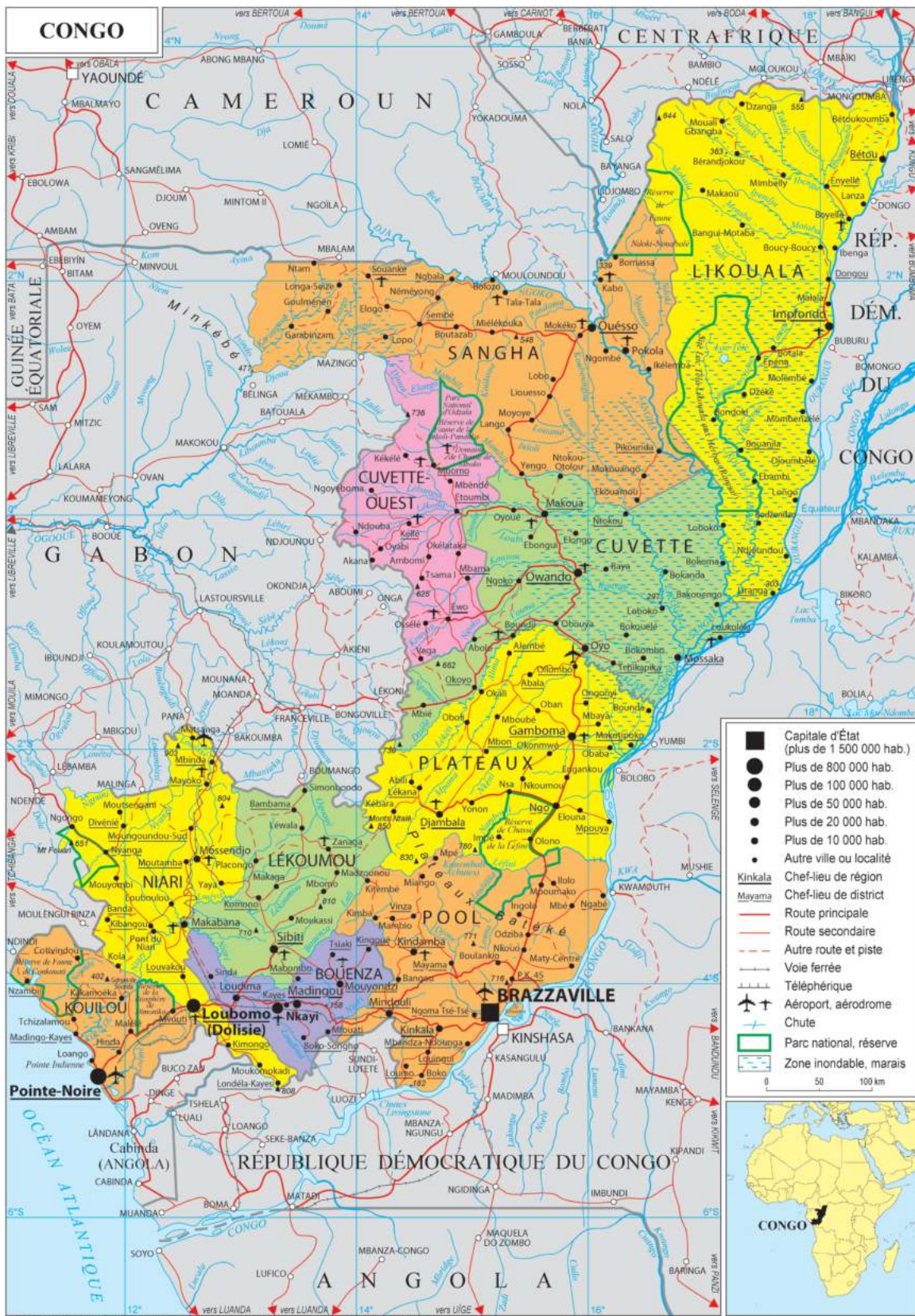
AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le **service de l’Afrique et du Développement de la Banque de France**. Elle fait partie d’une collection couvrant les différents pays membres de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le **Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France**, qui se concentre sur la situation économique des pays-membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l’Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2019 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page **Sources et métadonnées**.

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l’Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Faits saillants

- **Alors que l'activité économique avait déjà marqué un léger recul en 2019 du fait de difficultés de production, notamment dans le secteur non pétrolier, ce recul s'est fortement amplifié en 2020 en raison de la baisse des prix du pétrole, en lien avec la crise de la Covid-19.** Selon les estimations disponibles, la baisse du PIB réel s'établirait ainsi à 12,3 % en 2020, après - 0,7 % en 2019.
- **Dans le sillage de la crise internationale provoquée par la crise de la Covid-19, les équilibres budgétaire et extérieur se sont fortement dégradés.** Alors qu'elle dégagait un surplus de l'ordre de 6 % du PIB en 2019, l'exécution budgétaire se solderait en 2020 par un déficit de près de 4 % du PIB, avant tout du fait de la chute des recettes pétrolières. Le solde courant extérieur, quasi équilibré en 2019, serait lui aussi fortement déficitaire en 2020 (7,6 % du PIB).
- **Le niveau de la dette publique demeure insoutenable, selon l'analyse de soutenabilité de la dette du Fonds monétaire international (FMI).** Si l'accord trouvé avec la Chine en 2018 a permis d'alléger le service de la dette, la renégociation des dettes auprès des créanciers privés est essentielle pour assurer le succès des politiques de redressement, avec le soutien, depuis juillet 2019, d'une facilité élargie de crédit (FEC) du FMI.
- Outre la mise en œuvre de réformes structurelles pour améliorer la gouvernance et le climat des affaires, **l'enjeu principal des politiques de développement demeure, à moyen et long terme, la diversification de l'activité**, afin de réduire la vulnérabilité du pays à de nouvelles baisses des prix du pétrole.
- **Denis Sassou-Nguesso a été réélu, en avril 2021, pour un quatrième mandat présidentiel consécutif.**

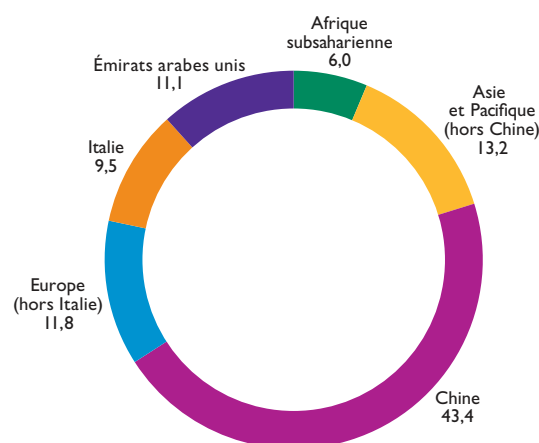
CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

La progression de la production pétrolière, de près de 47 % entre 2016 et 2018, s'est significativement ralentie, à 1,4 % en 2019. Le pays demeure le principal pays producteur de pétrole de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), avec 17 millions de tonnes en 2019, contre 10,9 millions au Gabon. Compte tenu, tant de l'importance des exportations pétrolières (83 % du total en valeur en 2019) que des recettes budgétaires liées aux hydrocarbures (plus des deux tiers en 2019), les équilibres budgétaire et courant, mais également les investissements directs de l'étranger, sont fortement tributaires du niveau des prix du pétrole. La forte volatilité des cours pétroliers peut générer d'importantes fluctuations économiques (*booms and busts*), pouvant compliquer la diversification souhaitable de l'économie.

Ainsi, comme le note le FMI (consultation au titre de l'article IV, 2019), la concentration de l'activité s'est accrue sur moyenne et longue période. Le secteur pétrolier représente plus du tiers du PIB réel en 2019 (d'après la Banque des États de l'Afrique centrale – BEAC), contre seulement 6 % pour l'agriculture et la sylviculture,

Destinations des exportations du Congo (2014-2018)

(en %, en moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

tandis que la part du secteur secondaire (bâtiment, travaux publics et industries manufacturières) s'établit autour de 15 % du PIB réel. La part du secteur tertiaire (29 %), dominé par les services des administrations publiques et, dans une moindre mesure, par les commerces, restaurants et hôtels, est sensiblement plus faible que dans l'ensemble

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Congo

	2015	2016	2017	2018	2019
Pétrole brut (en millions de tonnes)	11,9	11,4	13,3	16,7	17,0
Prix du baril de pétrole congolais (en dollars)	46,2	38,3	51,3	68,8	64,4
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	197,8	164,2	215,4	276,4	273,2
Gaz naturel (en millions de tonnes)	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Prix moyen du gaz congolais (en dollars)	618,7	278,2	393,1	460,7	371,3
Bois tropicaux					
Production de bois (en milliers de m ³)	1 991,2	2 033,3	1 963,9	2 066,2	1 991,9
<i>dont grumes</i>	<i>1 602,6</i>	<i>1 581,7</i>	<i>1 578,1</i>	<i>1 650,0</i>	<i>1 590,7</i>
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m ³)	1 060,53	896,9	1 106,5	997,1	961,3
Prix moyen à l'exportation (en milliers de francs CFA par m ³)	170,9	156,5	140,8	142,1	147,6
Sucre de canne (en milliers de tonnes)	61,9	42,2	63,4	57,6	59,5

Sources : BEAC, administrations nationales.

de la CEMAC (45 %). C'est vers les pays asiatiques que se concentre par ailleurs une part croissante des exportations (47 % du total, près de 41 % pour la seule Chine).

L'inflation est plus faible sur longue période que celle de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (ASS), en partie grâce à la stabilité monétaire liée à l'ancrage du franc CFA à l'euro. Sur la période 2010-2019, la progression des prix à la consommation s'est établie à 2,4 % en moyenne annuelle, soit un niveau proche de l'ensemble de la CEMAC (2,2 %).

Le développement financier demeure faible tant en matière d'accès au crédit qu'en matière d'inclusion financière. La profondeur financière demeure faible, les crédits à l'économie représentant, selon la Banque mondiale, seulement 14 % du PIB en 2018, contre 44,4 % en ASS. Toutefois, l'inclusion financière progresse régulièrement : 26 % de la population âgée de plus de 15 ans dispose d'un compte bancaire en 2017, contre 10 % en 2011, grâce notamment au développement de la banque mobile (d'après la base de données Global Findex).

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Le recul de l'activité économique observé en 2019 s'est significativement accentué en 2020, dans le sillage de la crise de la Covid-19. En 2019, la baisse

¹ 7 887 cas et 117 décès en raison de la jeunesse de la population (moins de 20 cas pour 100 000 personnes début février 2021, selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies). L'apparition de nouveaux variants fait toutefois peser un risque d'accélération de l'épidémie.

du PIB réel de 0,7 % était essentiellement attribuable au secteur non pétrolier, affecté par la chute des investissements privés et de la consommation publique.

En 2020, l'activité économique a été fortement affectée par les effets internationaux de la crise de la Covid-19, alors même que le pays a été peu touché par la pandémie¹. L'activité économique reculerait de 12,3 % en 2020, conséquence avant tout du recul global de la demande mondiale en hydrocarbures. Le secteur pétrolier (baisse de la production de 1,3 %) pâtirait de l'épuisement graduel de certains champs pétrolifères, alors que les champs mis en production en 2018 (Moho Nord) sont arrivés à maturité. La baisse des revenus, donc de la consommation, combinée à un recul des investissements tant publics que privés, se traduirait par une forte baisse de l'activité non pétrolière. L'activité a notamment pâti du confinement du 31 mars au 18 mai, et les deux principales villes du Congo, Brazzaville et Pointe-Noire, vivent sous couvre-feu depuis fin mars 2020.

Limitée à 0,7 % en moyenne annuelle en 2017, la progression des prix à la consommation s'est renforcée, à 1,2 % en 2018, puis à 2,3 % en 2019.

Activité économique et inflation au Congo

(en %)

	2017	2018	2019	2020 ^{a)}
Variation annuelle du PIB	- 0,2	1,1	- 0,7	- 12,3
Inflation (en moyenne annuelle)	0,7	1,2	2,3	3,0

a) Prévisions.

Source : BEAC.

Elle pourrait avoir atteint 3,0 % en 2020 – soit le niveau du plafond communautaire –, en raison notamment d'une hausse des prix alimentaires, en lien avec des difficultés d'approvisionnement des marchés et des transports, liées à la crise.

Le déficit du solde courant de la balance des paiements apparu en 2019 (– 42 milliards de francs CFA (XAF), soit 0,5 % du PIB) serait également fortement accentué par les effets de la crise. Il atteindrait ainsi 371 milliards en 2020 (soit 7,6 % du PIB), dans un contexte de forte baisse des prix du pétrole. Le recul des exportations pétrolières (de – 64 % en 2020) serait à peine compensé par celui des importations du secteur public (de 947 milliards en 2016 à 176 milliards en 2020), en lien avec la forte réduction des investissements publics.

Fortement excédentaire en 2018 et 2019 (respectivement + 5,3 % et + 6,0 % du PIB), le solde budgétaire base engagements (dons compris) devrait afficher un déficit à hauteur de 4,1 % du PIB en 2020. En 2019, cet excédent provenait tout d'abord de l'augmentation des recettes tant pétrolières (+ 1,2 %) que non pétrolières (+ 7,7 %). Les efforts de consolidation budgétaire entrepris s'étaient également traduits par une baisse des dépenses courantes de 4,1 % en 2019, en particulier de la masse salariale publique (– 3,8 %), tandis que les charges d'intérêt sur la dette augmentaient à un rythme annuel de plus de 40 %. Le solde primaire avait toutefois dégagé un excédent de 9,3 %, contribuant à la baisse du poids de la dette publique (77 % du PIB en 2019, après 82,6 % en 2018).

En 2020, le creusement du déficit budgétaire refléterait avant tout la réduction significative des recettes pétrolières, de 69 % en un an, partiellement compensée par la réduction des dépenses courantes (– 27 %). Cette réduction proviendrait tant d'une diminution des transferts et subventions (– 39 %) que de la suspension des paiements d'intérêts sur la dette externe, grâce à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Afin de faire face à la pandémie et à ses effets récessifs, les autorités ont enfin adopté un plan de relance, à hauteur de 170 millions de dollars, soit 1,6 % du PIB.

Le creusement des déficits budgétaire et extérieur aggraverait la crise de la dette publique, l'encours de la dette ayant dû passer de 77 % du PIB en 2019 à près de 117 % en 2020. Selon les analyses de soutenabilité de la dette réalisées par le FMI en juillet 2019 et en janvier 2020,

en l'absence de renégociation avec l'ensemble des créanciers, la dette publique demeure insoutenable.

Le pays a bénéficié d'importants financements internationaux d'urgence afin de faire face à une dégradation rapide des déséquilibres budgétaire et extérieur, consécutive à la crise. La participation à l'ISSD, prolongée jusqu'en juin 2021, a permis de dégager des financements d'urgence de 181,8 millions de dollars, soit 1,4 % du PIB. Ces financements s'ajoutent à la facilité élargie de crédit (FEC) de 324 millions de droits de tirage spéciaux (DTS – environ 449 millions de dollars) mise en place en juillet 2019. Ce programme vise à atteindre trois objectifs : i) faciliter la restructuration de la dette par une politique de consolidation budgétaire ; ii) développer le capital humain ; et iii) mener des réformes structurelles centrées sur une amélioration de la gouvernance.

Le secteur bancaire est constitué de 11 établissements de crédit (dont notamment la BGFIBank et la Banque sino-congolaise pour l'Afrique) et de près de 60 établissements de microfinance. Le groupe des Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (Mucodec) est l'acteur dominant du secteur.

L'activité bancaire a entamé une légère hausse, en particulier la distribution de crédit, avec une augmentation de l'encours des prêts à la clientèle privée de 4,4 % en 2019. Cette hausse est toutefois allée de pair avec une augmentation du taux brut des créances en souffrance, passant de 23,1 % en 2018 à 28,1 % en 2019, alors que le provisionnement de ces créances demeure limité à 35,9 %. Ce mouvement a contribué au recul de plus de deux tiers du résultat net bancaire, le coefficient de rentabilité s'élevant à 1,1 % en 2019, contre 4,1 % un an plus tôt.

Le système bancaire demeure globalement solide, grâce à un niveau élevé de couverture des risques par les fonds propres (ratio de 29,6 % en 2019, pour un plancher réglementaire de 8 %) et de la liquidité bancaire (ratio de 148,2 %, pour un plancher de 100 %).

ENJEUX ET DÉFIS

La soutenabilité de la dette publique demeure l'enjeu économique le plus prégnant à court terme. L'insoutenabilité constitue en effet un risque significatif

pour la stabilité financière du pays, dans un contexte de forte baisse des prix internationaux du pétrole. La dette contractée auprès de la Chine (20 % de la dette extérieure), rééchelonnée aux deux tiers sur quinze ans et à un taux concessionnel de 1,5 % en avril 2019, est en cours de restructuration. La Chine a par ailleurs annulé la dette arrivant à échéance avant fin 2020, pour un montant de 13 millions de dollars. La résolution de la crise actuelle de la dette publique congolaise passe également par la restructuration, en cours de négociation, de dettes auprès des créanciers privés (notamment Glencore, Orion, ainsi qu'auprès de Trafigura, créancier avec lequel le pays est sur le point de parvenir à un accord). Ces actions constituent un préalable à la conclusion de la première revue de la FEC en cours.

À moyen et long terme, la diversification économique demeure l'enjeu économique principal. L'objectif est de réduire la vulnérabilité du pays aux fluctuations des cours du pétrole. Le plan national de développement quinquennal (PND 2018-2022) met en avant le développement de l'agriculture, le pays disposant de 10 millions d'hectares de terres arables recouvrant un tiers de son territoire, dont seulement 2 % sont exploitées. La filière sylvicole bénéficie depuis 2019 d'un code forestier plus incitatif, qui promeut une exploitation durable de la forêt. Les forêts congolaises représentent en effet la troisième étendue forestière d'Afrique et constituent un important stock de carbone à préserver. Le second volet du PND vise à poursuivre une industrialisation sélective, par l'alimentation en intrants des secteurs de diversification (agriculture, tourisme) et par la transformation sur place des produits agricoles. Par ailleurs, la valorisation du potentiel minier (fer, potasse, diamants, or), dont un gisement de fer classé parmi les plus grands d'Afrique occidentale et centrale, doit être associée au développement d'infrastructures de transport.

Enfin, l'amélioration de la gouvernance et, plus généralement, du climat des affaires, est essentielle afin d'accroître l'attractivité internationale du pays. Selon le rapport *Doing Business 2020* de la Banque mondiale, le climat des affaires demeure en effet peu favorable (le pays étant classé à la 180^e place sur 190).

2 Les zones économiques spéciales (ZES) ont pour objectif de promouvoir l'industrialisation du Congo en s'appuyant sur les filières forestière, agro-alimentaire et des matériaux de construction. Ce sont des zones bénéficiant d'un régime juridique particulier plus avantageux pour les entreprises, notamment sur le plan fiscal.

Néanmoins, plusieurs réformes ont été lancées au cours des dernières années, en particulier la publication des contrats dans le secteur pétrolier, ou bien encore la mise en place d'une Haute Autorité de lutte contre la corruption (HALC) et d'une Commission nationale de transparence. Menée notamment avec le soutien financier de la Banque mondiale, la mise en œuvre de ces réformes constitue un critère important pour le suivi de la performance du programme mis en place avec le FMI.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

De nombreux projets liés au PND ont été lancés en 2020. Dans les infrastructures de transport, une nouvelle route Sembé-Souanké-Ntam, longue de 143 km, reliant le Congo au Cameroun, a été inaugurée en mars 2020. Fin novembre 2020, la CEMAC a par ailleurs levé 2 492 milliards de francs CFA à Paris pour onze projets d'intégration régionale, dont cinq concernent le Congo. Dans le domaine de la santé, le CHU de Brazzaville a obtenu un prêt de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) de 12 milliards de francs CFA pour soutenir son projet médical. Dans celui de l'énergie, un programme a été mis en place pour former 12 000 jeunes sur les énergies renouvelables. En outre, le réseau électrique de Brazzaville s'est étendu, avec 20 nouveaux postes de transformation. Dans le domaine des télécommunications, le Congo a prévu des investissements à hauteur de 2,2 milliards de francs CFA pour le développement des services de télécommunication en zone rurale, notamment pour promouvoir l'accès des communautés rurales aux communications électroniques de base (voix et données) et aux services à large bande. Le pays a également confié à Sterling and Wilson Private Limited la construction d'un centre de données à Pointe-Noire. Enfin, il a confié à l'entreprise chinoise Huawei la troisième phase de la couverture nationale, tandis que le passage de l'analogique au numérique a été octroyé à StarTimes, un autre opérateur chinois.

L'attractivité internationale du pays est renforcée dans quatre zones économiques spéciales (ZES)², autour de Ouessou, Oyo Ollombo, Brazzaville et Pointe-Noire. La ZES de Brazzaville (Maluku) compte aujourd'hui seize usines spécialisées dans les matériaux de construction. Elle se concentre aussi sur les palmeraies et l'horticulture, mais est également spécialisée dans les énergies renouvelables

ainsi que dans les services financiers. La société Strategos Group a été retenue comme aménageur de la zone en janvier 2020. L'ouverture de la ZES, décidée en septembre 2018, a par ailleurs eu lieu à Pointe-Noire. Le Congo et la Chine ont créé une société à capitaux mixtes qui effectuera le développement, le financement, la construction et l'exploitation dans cette ZES. Celle-ci doit stimuler les activités manufacturières à valeur ajoutée utilisant des matières premières abondantes (pétrole, minerai de fer, autres minéraux) disponibles dans la région de Pointe-Noire et ses environs.

Les projets financés par les autorités sont soutenus par la forte implication des partenaires du développement du pays. Avec un portefeuille de projets de 451 millions de dollars, la Banque mondiale vise l'amélioration de la gestion de l'économie (infrastructures, services urbains, etc.)

et du climat des affaires, la diversification de l'économie, le renforcement du capital humain (santé, protection sociale, éducation et notamment l'apprentissage) et la protection de l'environnement. De son côté, avec 680 millions d'euros octroyés depuis 2009, l'Agence française de développement a privilégié quatre axes pour les projets qu'elle soutient : i) l'amélioration de l'employabilité des jeunes ; ii) l'accès à des infrastructures et services de base de qualité ; iii) l'action en faveur des plus vulnérables ; et iv) la valorisation des ressources naturelles, qui va de pair avec l'adaptation au changement climatique. Enfin, le fonds national de développement du Congo a mis en place un partenariat stratégique avec la Chine en 2016. Ce fonds a vocation à financer les projets de développement des collectivités locales, des entreprises, des coopératives dans des domaines variés : agriculture, industrie, santé, tourisme, éducation, etc.

ANNEXE

Congo – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
Ressources	11 206,6	11 255,1	11 733,2	12 091,3
PIB nominal	6 885,9	7 413,9	8 060,2	8 143,6
<i>dont secteur pétrolier</i>	<i>1 632,2</i>	<i>2 261,3</i>	<i>3 641,1</i>	<i>3 648,0</i>
Importations de biens et services	4 320,7	3 841,3	3 673,0	3 947,7
Biens	2 907,2	1 977,0	1 921,9	1 983,6
Services	1 413,5	1 864,3	1 751,1	1 964,1
Emplois	11 206,6	11 255,1	11 733,2	12 091,3
Consommation finale	4 370,5	4 480,0	3 314,4	3 524,7
Publique	867,8	1 067,1	487,3	383,6
Privée	3 502,6	3 412,9	2 827,0	3 141,1
Formation brute de capital fixe ^{a)}	4 110,5	3 084,4	2 948,4	3 062,7
Publique	731,3	531,0	123,1	137,1
Privée	3 543,7	2 765,5	2 680,1	2 779,4
<i>dont secteur pétrolier</i>	<i>3 057,5</i>	<i>871,3</i>	<i>923,8</i>	<i>1 020,5</i>
Variations de stocks	- 164,6	- 212,1	145,2	146,2
Exportations de biens et services	2 725,7	3 690,8	5 470,5	5 503,9
Biens	2 583,0	3 315,4	5 277,7	5 313,8
Services	142,7	375,4	192,7	190,1
Épargne intérieure brute	2 515,5	2 933,9	4 745,8	4 618,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 1 595,0	- 150,5	1 797,4	1 556,2
Revenus des facteurs	- 231,6	- 905,0	- 1 122,0	- 1 601,1
Épargne intérieure nette	2 283,9	2 028,9	3 623,8	3 017,8
Taux d'investissement (en% du PIB)	59,7	41,6	36,6	37,6
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	- 12,2	- 0,2	1,1	- 0,7
Déflateur du PIB	- 0,0	0,1	0,1	0,0
Prix à la consommation, en moyenne	4,6	0,7	1,2	2,3

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Congo – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
Recettes totales	1 571,0	1 444,6	1 888,2	2 000,1
Recettes budgétaires	1 531,0	1 415,0	1 882,2	1 943,5
Recettes pétrolières	700,0	679,0	1 288,1	1 303,9
dont impôt sur les sociétés et redevance	47,0	45,6	86,5	57,6
Recettes non pétrolières	831,0	736,0	594,1	639,6
dont recettes non fiscales	24,0	11,4	13,5	35,3
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	40,0	29,6	6,0	56,6
Dépenses totales et prêts nets	2 498,1	1 857,6	1 461,7	1 510,5
Dépenses courantes	1 620,1	1 447,5	1 320,2	1 266,7
Salaires	380,4	390,5	363,2	349,3
Intérêts	122,8	134,1	147,1	206,5
Sur la dette intérieure	12,8	28,7	24,1	23,6
Sur la dette extérieure	110,0	105,4	123,0	182,9
Autres dépenses courantes	1 116,9	922,9	809,9	710,9
Dépenses en capital	893,0	410,1	141,5	243,8
Dépenses budgétaires	581,0	161,1	91,5	97,1
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	312,0	249,0	50,0	146,7
Dépenses de restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	- 15,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	- 545,1	- 88,2	593,5	762,6
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 927,1	- 413,0	426,5	489,6
Arriérés	161,0	0,1	67,0	217,8
Arriérés intérieurs	103,0	0,0	0,0	123,8
Arriérés extérieurs	58,0	0,1	67,0	94,0
Solde base caisse ^{c)}	- 766,1	- 412,9	493,5	707,4
Financement	766,1	412,9	- 493,5	- 707,4
Financement intérieur	544,5	202,6	- 343,9	- 516,9
Bancaire	657,1	101,6	118,2	49,5
Non bancaire	- 112,6	101,0	- 462,1	- 566,4
Financement extérieur	221,6	210,3	- 149,6	- 190,5
Tirages sur emprunts	435,5	424,4	44,0	278,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 260,9	- 307,0	- 336,0	- 578,5
Réaménagement de la dette extérieure	0,0	57,9	107,4	75,0
Divers	47,0	35,0	35,0	35,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	22,2	19,1	23,4	23,9
Recettes pétrolières	10,2	9,2	16,0	16,0
Dépenses courantes	23,5	19,5	16,4	15,6
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 13,5	- 5,6	5,3	6,0
Dette publique	120,8	106,6	82,6	77,0

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Congo – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 3 031,3	196,4	677,3	- 41,9
1 - Biens et services	- 2 495,3	1 099,7	1 797,4	1 556,2
Balance des biens	- 1 224,5	1 652,1	3 355,8	3 330,1
Exportations de biens FOB	2 583,0	3 629,1	5 277,7	5 313,8
dont : pétrole	1 757,1	2 695,8	4 336,0	4 390,6
bois tropicaux	140,4	155,8	141,7	141,8
cuivre	0,0	57,3	55,3	53,7
gaz	25,8	28,8	23,4	22,3
Importations de biens CAF	- 4 716,2	- 2 280,3	- 2 268,0	- 2 350,9
Importations de biens FOB	- 3 807,5	- 1 977,0	- 1 921,9	- 1 983,6
dont : secteur pétrolier	- 1 213,9	- 1 459,9	- 969,5	- 1 008,2
secteur public	- 946,5	- 105,1	- 250,8	- 271,9
Balance des services	- 1 270,8	- 552,5	- 1 558,2	- 1 774,6
dont fret et assurances	- 907,6	- 300,1	- 341,3	- 352,3
2 - Revenus primaires	- 231,6	- 905,0	- 1 122,0	- 1 601,1
dont intérêts sur la dette	- 207,5	- 942,4	- 1 157,6	- 1 221,5
3 - Revenus secondaires	- 304,4	1,7	1,9	3,0
Administrations publiques	9,0	34,1	34,4	34,7
Autres secteurs	- 313,5	- 32,4	- 32,5	- 31,7
b - Compte de capital	34,4	45,2	1,2	51,9
c - Compte financier	2 403,9	- 758,3	- 442,7	- 15,1
Investissements directs	1 737,7	- 284,6	227,1	255,6
Investissements de portefeuille	- 20,4	42,0	- 0,8	- 0,8
Autres investissements	686,6	- 515,7	- 669,1	- 269,8
Financement exceptionnel (pour mémoire)	58,0	57,9	174,4	169,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 345,1	245,6	- 388,1	111,9
e - Solde global (a + b + c + d)	- 938,1	- 271,1	- 152,2	106,8
Solde courant (en % du PIB)	- 44,0	2,6	8,4	- 0,5
Solde global (en % du PIB)	- 13,6	- 3,7	- 1,9	1,3

Source : BEAC.

Congo – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	555	589	595	561
Moyen terme	662	598	521	498
Long terme	22	24	20	23
Total	1 239	1 210	1 136	1 082

Source : BEAC.

Congo – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2017	2018	2019	Passif	2017	2018	2019
Valeurs immobilisées	244	254	286	Capitaux permanents	374	384	342
Opérations avec la clientèle	1 243	1 134	1 157	<i>dont fonds propres</i>	<i>326</i>	<i>337</i>	<i>331</i>
Crédits au secteur public	147	108	121	Opérations avec la clientèle	1 335	1 233	1 309
<i>dont crédits à l'État</i>	<i>33</i>	<i>27</i>	<i>36</i>	<i>dont dépôts du secteur public</i>	<i>196</i>	<i>148</i>	<i>173</i>
Crédits au secteur privé	915	815	851	<i>dont dépôts du secteur privé</i>	<i>1 067</i>	<i>1 013</i>	<i>1 049</i>
Créances nettes en souffrances	141	182	216	Opérations diverses	64	71	87
Autres opérations avec la clientèle	39	30	29	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	208	240	182
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	386	432	475	Opérations de refinancement et comptes à vue avec la BEAC	30	66	1
Opérations monétaires				Autres opérations de trésorerie et interbancaires	178	174	181
et comptes à vue avec la BEAC	207	242	200				
Autres opérations de trésorerie et interbancaires	179	189	275				
Autres postes de l'actif	107	108	1				
(sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)							
Total	1 980	1 928	1 920	Total	1 980	1 928	1 920

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019
I. Produits bancaires	500	1 082	1 418
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5	4	5
Produits sur opérations avec la clientèle	102	87	77
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	4	3	3
Produits sur opérations diverses	378	978	1 321
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	12	11	12
2. Charges bancaires	344	926	1 274
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	6	6	7
Charges sur opérations avec la clientèle	7	7	8
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	4	2	2
Charges sur opérations diverses	326	909	1 256
Charges sur ressources permanentes	1	2	1
3. Produit net bancaire (1 - 2)	156	157	144
4. Produits accessoires nets	1	1	4
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	156	158	148
6. Frais généraux	81	86	88
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	12	10	14
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	64	61	46
9. Provisions nettes sur risques	36	39	27
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	0	- 3	- 1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	28	19	18
12. Résultat exceptionnel net	0	5	8
13. Résultat sur exercices antérieurs	2	- 1	- 16
14. Impôt sur les bénéfices	8	8	7
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	21	14	4

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Indicateurs d'activité du système bancaire

(coefficients et taux en %)

	2017	2018	2019
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	59,2	61,8	70,6
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	6,5	4,1	1,1
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	13,7	8,9	2,5
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	16,6	23,1	28,1
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	11,3	16,0	20,1
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	35,8	36,7	35,9

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	22,6	24,9	29,6
Rapport de liquidité	146,6	176,0	148,2

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Congo – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2017	2018	2019
Représentation du capital minimum	73	82	90
Couverture des risques	91	91	90
Limite globale de la norme de division des risques	91	91	90
Limite individuelle de la norme de division des risques	64	64	60
Couverture des immobilisations	73	64	80
Rapport de liquidité	45	73	80
Coefficient de transformation	91	91	80
Engagements aux apparentés	91	73	90
Adéquation des fonds propres	nd	nd	60

nd : non disponible.

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.